

BULLETIN DES ARMÉES DE LA RÉPUBLIQUE

PARAISANT CHAQUE JOUR

PROCLAMATION DU GOUVERNEMENT

Français,

Depuis plusieurs semaines, des combats acharnés mettent aux prises nos troupes héroïques et l'armée ennemie. La vaillance de nos soldats leur a valu, sur plusieurs points, des avantages marqués. Mais, au Nord, la poussée des forces allemandes nous a contraints à nous replier.

Cette situation impose au Président de la République et au Gouvernement une décision douloureuse. Pour veiller au salut national, les pouvoirs publics ont le devoir de s'éloigner, pour l'instant, de la ville de Paris.

Sous le commandement d'un chef éminent, une armée française, pleine de courage et d'entrain, défendra contre l'envahisseur la capitale et sa patriotique population. Mais la guerre doit se poursuivre, en même temps, sur le reste du territoire.

Sans paix ni trêve, sans arrêt ni désaillance, continuera la lutte sacrée pour l'honneur de la nation et pour la réparation du droit violé.

Aucune de nos armées n'est entamée. Si quelques-unes d'entre elles ont subi des pertes trop sensibles, les vides ont été immédiatement comblés par les dépôts et l'appel des recrues nous assure pour demain de nouvelles ressources en hommes et en énergies.

Durer et combattre, tel doit être le mot d'ordre des armées alliées, anglaise, russe, belge et française !

Durer et combattre, pendant que sur mer les Anglais nous aident à couper les communications de nos ennemis avec le monde !

Durer et combattre, pendant que les Russes continuent à s'avancer pour porter au cœur de l'empire d'Allemagne le coup décisif !

C'est au Gouvernement de la République qu'il appartient de diriger cette résistance opiniâtre.

Partout, pour l'indépendance, les Français se lèveront. Mais pour donner à cette lutte formidable tout son élan et toute son efficacité, il est indispensable que le Gouvernement demeure libre d'agir.

A la demande de l'autorité militaire, le Gouvernement transporte donc momentanément sa résidence sur un point du territoire d'où il puisse rester en relations constantes avec l'ensemble du pays.

Il invite les membres du Parlement à ne pas se tenir éloignés de lui pour pouvoir former, devant l'ennemi, avec le Gouvernement et avec leurs collègues, le baïeau de l'unité nationale.

Le Gouvernement ne quitte Paris qu'après avoir assuré la défense de la ville et du camp retranché par tous les moyens en son pouvoir.

Il sait qu'il n'a pas besoin de recommander à l'admirable population parisienne le calme, la résolution et le sang-froid. Elle montre, tous les jours, qu'elle est à la hauteur des plus grands devoirs.

Français,

Soyons tous dignes de ces tragiques circonstances. Nous obtiendrons la victoire finale. Nous l'obtiendrons par la volonté inlassable, par l'endurance et par la ténacité.

Une nation qui ne veut pas périr et qui, pour vivre, ne recule ni devant la souffrance ni devant le sacrifice, est sûre de vaincre.

Le Président de la République : R. POINCARÉ.

Le président du conseil des ministres : RENÉ VIVIANI.

(Suivent les signatures de tous les ministres).

SITUATION MILITAIRE

(2 septembre.)

I. — A notre aile gauche, dans la journée du 1^{er} septembre, un corps de cavalerie allemande, dans sa marche vers la forêt de Compiègne, a eu un engagement avec les Anglais qui lui ont pris 10 canons.

Un autre corps de cavalerie allemande a poussé jusqu'à la ligne Soissons-Anizy-le-Château.

Dans la région de Rethel et de la Meuse, l'ennemi n'a manifesté aucune activité.

II. — En Lorraine, nous avons continué à progresser sur la rive droite du Sânon ; au Sud la situation est inchangée.

En Haute-Alsace, les Allemands semblent n'avoir laissé devant Belfort qu'un rideau de troupes.

III. — Dans la région du Nord, on ne signale pas d'ennemis à Lille, Arras, Douai, Béthune, Lens.

IV. — On annonce de Belgique que des fractions appartenant à plusieurs corps d'armée allemands sont mises en mouvement vers l'Est et rentrent en Allemagne.

LES SOCIALISTES ITALIENS

CONTRE

LES SOCIALISTES ALLEMANDS

Un événement politique très caractéristique vient de se produire à Rome : le socialisme italien, sollicité d'approuver l'attitude prise par les socialistes allemands en faveur de la guerre provoquée par Guillaume II, a refusé cette approbation et flétrit les atrocités commises par l'Allemagne qui s'est mise ainsi au ban de l'humanité.

Depuis quelque temps, les socialistes autrichiens et allemands faisaient tous leurs efforts pour avoir des entretiens secrets avec les chefs socialistes italiens sur la question de la neutralité. Une première mission autrichienne qui s'était présentée à Milan avait été repoussée. Alors les Allemands vinrent à la rescoufle et annoncèrent l'envoi de M. Sudekum, député socialiste allemand. On lui imposa l'obligation que dans l'entretien qui devait avoir lieu il ne serait nullement parlé de neutralité sous aucune forme, car cela regardait seulement les socialistes italiens lesquels étaient maîtres de la garder ou non. Les Italiens voulaient aussi qu'il fût publié un procès-verbal de la séance que le délégué allemand s'engagerait à signer afin de ne laisser nulle incertitude sur les décisions prises.

Le délégué allemand hésita, puis finalement accepta ces conditions.

La discussion fut courtoise, mais extrême-

mément sévère de la part des socialistes italiens. Ces derniers reprochent vivement à leurs camarades allemands leur attitude dans une guerre d'agression provoquée par deux empires féodaux contre la France, république libérale qui s'inspire des principes de la Révolution. Le socialiste allemand tente vainement de se disculper en disant que l'Allemagne ne combattait pas la France, mais le tsarisme défendu par la France.

Les socialistes italiens résistent vigoureusement au chosisme, prouvant par maints arguments que depuis de longues années l'Allemagne féodale et militariste essayait de se préparer à l'anéantissement de la France et des idées françaises. Ils montrent, d'autre part, qu'étant donné les idées du parti militaire allemand et les horreurs commises par les armées allemandes en Belgique et en France on peut affirmer aujourd'hui que le « kaiserisme » est beaucoup plus odieux et redoutable que le tsarisme et que les socialistes se déshonorent en le défendant.

Une discussion très serrée s'engagea sur les atrocités de Louvain. Le socialiste allemand tenta de vagues justifications, parlant des nécessités de la guerre et faisant allusion aux citoyens qui tiraient des fenêtres. Les Italiens répondirent que, dans une bataille en pays envahi, les citoyens ont le droit de se défendre. Au surplus, si on tirait sur les soldats des fenêtres des maisons, ces soldats pouvaient assaillir la maison, trouver les coupables, les fusiller au besoin comme coupables, mais qu'en aucune manière ils ne devaient faire des massacres de tout un peuple, femmes, enfants, vieillards, et détruire les chefs-d'œuvre produits par la civilisation. Cela était un crime égal à celui des anciennes hordes barbares.

Les socialistes italiens n'ont pas dissimulé qu'ils étaient profondément émus par les malheurs de la Belgique si barbarement foulée aux pieds contre tout droit et que leurs sympathies étaient pour la France qui défendait les principes de la grande Révolution contre les armées des deux kaisers représentant la réaction féodale et militarisée.

Un procès-verbal de cette séance a été rédigé en français. Il constitue un document historique d'autant plus accablant pour l'Allemagne qu'il a été signé même par le délégué socialiste de l'empire de Guillaume II.

NOUVELLES MILITAIRES

Le ministre de la guerre au Val-de-Grâce.

Le ministre de la guerre, accompagné de M. l'inspecteur général Février, est allé, mercredi matin, au Val-de-Grâce visiter les blessés militaires, auxquels il a adressé des paroles de réconfort et d'encouragement.

M. Millerand a félicité le personnel civil militarisé, dans les rangs duquel se trouvent notamment au Val-de-Grâce les professeurs Walther, Jalaguier et la doctoresse Nageotte.

En Belgique.

Les Bruxellois arrivés à Ostende disent qu'on peut sortir de Bruxelles et y entrer avec grande facilité. L'ennemi n'aurait plus que 2,000 à 3,000 hommes dans Bruxelles.

Au nord de la ville, il y aurait constamment de petits engagements.

Les familles vont recevoir des nouvelles de la santé des soldats blessés hospitalisés.

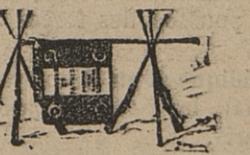
A l'instigation de la direction du service de santé au ministère de la guerre, l'union

des femmes de France avait étudié l'établissement d'une fiche sanitaire destinée à être envoyée, en franchise, aux familles des malades et blessés soignés dans ses hôpitaux.

Le ministre de la guerre, sur la proposition du directeur du service de santé, vient de décider l'application de cette mesure pour tous les blessés et tous les malades de l'armée.

En conséquence, les parents de tous les militaires en traitement dans les hôpitaux du territoire recevront, dès l'entrée et ensuite chaque semaine, des divers établissements hospitaliers des indications qui auront la valeur à la fois d'un bulletin de santé et d'une lettre, puisqu'elles leur feront connaître en même temps, sous la signature du médecin traitant, l'état de leur malade ou de leur blessé et les désirs que celui-ci aura pu exprimer à leur sujet.

Cette correspondance, qui procurera ainsi une efficace atténuation à l'anxiété des familles, revêtira la forme d'une carte postale.



LE TABLEAU D'HONNEUR

Promus sur le champ de bataille.

On annonce que le colonel Jacquet, du 107^e régiment d'infanterie, a été fait général sur le champ de bataille, et que les commandants Royer, du même régiment, et Mariaux, du 52^e d'artillerie, ont été promus lieutenants-colonels.

Inscriptions pour la Légion d'honneur.

Sont inscrits au tableau spécial pour la d'honneur :

Pour officiers. — M. Deverin, chef de bataillon au 10^e régiment d'infanterie : a entraîné par son exemple son bataillon à l'attaque d'une position puissamment organisée. Grièvement blessé, a eu l'énergie de conseiller le commandement jusqu'à la réussite du mouvement.

M. Desothor, capitaine au 10^e régiment d'infanterie : a, sous un feu violent et très efficace, su assurer la liaison pendant plusieurs heures, entre les bataillons de son régiment et a été blessé grièvement en accomplissant ce dangereux devoir.

Pour chevaliers. — M. Orthlich, capitaine d'infanterie, observateur en avion : a été grièvement blessé dans une chute d'avion survécue au cours d'une reconnaissance. A fait preuve à la suite de cette chute d'une grande énergie et des plus belles qualités de sang-froid.

M. Boreau de Roince, chef de bataillon au 10^e régiment d'infanterie : remarquable ascendance sur sa troupe, sang-froid digné d'éloges dans un assaut, sous un feu violent et très efficace.

M. Quilliard, lieutenant au 21^e rég. d'infanterie : grièvement blessé en intervenant avec sa section de mitrailleuses pour protéger un corps voisin éprouvé.

M. de Kermel, chef de bataillon au 10^e régiment d'infanterie : a montré des qualités de vigueur et d'énergie remarquables dans la conduite de son bataillon dans des circonstances difficiles.

M. Chevilly, capitaine au 21^e régiment d'infanterie : a conduit sa compagnie d'une façon remarquable dans un combat à la baïonnette sous bois.

M. Charpentier, capitaine au 10^e régiment d'infanterie : blessé, a conservé le commandement de sa compagnie, très éprouvée, pendant tout le combat.

M. Chateaux, capitaine au 10^e régiment d'infanterie : blessé, a conservé le commandement

de sa compagnie, très éprouvée, pendant tout le combat.

M. Varaigne, capitaine au 24^e bataillon de chasseurs, observateur en avion : a fait preuve, au cours de reconnaissances en avion, nombreuses et particulièrement difficiles, des plus rares qualités d'audace et d'énergie.

M. Singery, capitaine au 20^e bataillon de chasseurs : blessé, a conservé le commandement de sa compagnie, pendant tout le combat, et l'a maintenu, malgré les attaques de l'ennemi, sur sa position jusqu'à la nuit.

M. Lavignon, lieutenant au 20^e bataillon de chasseurs : a affirmé pendant les combats des 10, 11 et 12 août de belles qualités de bravoure et d'énergie. A été blessé grièvement le 12 août.

M. Müller, maréchal des logis au 12^e régiment d'artillerie : ayant eu les deux jambes broyées par un projectile, encourageait ses servants, sous un feu violent, à rester à leur poste. A été amputé des deux jambes (journée du 14 août 1914).

PAROLES FRANÇAISES

Jeune soldat, où vas-tu ?

Je vais combattre pour la justice, pour la sainte cause des peuples, pour les droits sacrés du genre humain.

Que tes armes soient bénies, jeune soldat !

Jeune soldat, où vas-tu ?

Je vais combattre pour délivrer mes frères de l'oppression, pour briser leurs chaînes et les chaînes du monde.

Que tes armes soient bénies, jeune soldat !

LAMENNAIS.

(Paroles d'un croissant.)

NOS SOLDATS BASQUES

Le Basque français est plus Français que le Basque espagnol n'est Espagnol.

Son histoire abonde en preuves éclatantes de son constant loyalisme et de son courage. Tous les gouvernements rendant hommage à son courage, à ses vertus guerrières, ont eu, toujours, une tendance à grouper les recrues basques en un groupe homogène. César Auguste en avait fait une garde d'élite. Le régiment célèbre du Royal Cantabre dura jusqu'à la Révolution.

Les chasseurs basques du colonel Harispe s'illustrèrent en 1792 et en 1795 aux redoutes de Berdaltz et à Pamplone, où ils sauvineront la division Marbot. A Iena, ils formèrent le 4^e léger. L'empereur les remarqua et s'adressa à leur colonel :

— Vous avez là un beau régiment, colonel !

— Plus brave que beau, sire ! répondit le colonel Harispe.

— Nous le verrons tout à l'heure, riposta Napoléon...

L'empereur passa... Le soir on apporta Harispe blessé devant l'empereur, qui le fit général, l'embrassa et félicita les « rudes gallois » basques.

Murat, pendant les guerres d'Espagne, prit au 4^e léger les trois cents jeunes Basques qui firent sa garde d'honneur.

Voilà pour l'armée de terre ! Que dire de nos corsaires célèbres tels que le Coursier Schetebe Pellat que n'ont pu oublier nos valeureux alliés d'aujourd'hui, les Anglais !

M. Boreau de Roince, chef de bataillon au 10^e régiment d'infanterie : remarquable ascendance sur sa troupe, sang-froid digné d'éloges dans un assaut, sous un feu violent et très efficace.

M. Quilliard, lieutenant au 21^e rég. d'infanterie : grièvement blessé en intervenant avec sa section de mitrailleuses pour protéger un corps voisin éprouvé.

M. de Kermel, chef de bataillon au 10^e régiment d'infanterie : a montré des qualités de vigueur et d'énergie remarquables dans la conduite de son bataillon dans des circonstances difficiles.

M. Chevilly, capitaine au 21^e régiment d'infanterie : a conduit sa compagnie d'une façon remarquable dans un combat à la baïonnette sous bois.

M. Charpentier, capitaine au 10^e régiment d'infanterie : blessé, a conservé le commandement

NOUVELLES DE FRANCE ET DE L'ÉTRANGER

La vie à Paris (2 septembre). — Très beau temps. La pureté du ciel et la légèreté de l'air inclinaient à de paresseuses rêveries, si nos dames n'étaient tout entières tendues par l'attente. Des automobiles couvertes de poussière et de boue, emportent des officiers belges ou anglais, qui sont l'objet d'ovations enthousiastes. Les Belges y répondent par un cordial salut. Les Anglais, eux, se lèvent et, sous un tonnerre d'applaudissements, lancent fièrement un *right* retentissant.

Prisonniers allemands. — Il en arrive toujours. On signalé des convois de 96 prisonniers à Agde, de 180 à Castres, de plusieurs officiers à Narbonne, où leur morgue hautaine a exaspéré les voyageurs présents sur les quais et les a fait siffler copieusement, etc.

Engagé volontaire de soixante-sept ans. — On annonce que M. Clément, âgé de soixante-sept ans, gendarme en retraite à Barbentane, vient de contracter, à Avignon, un engagement pour la durée de la guerre. Il est titulaire de la médaille militaire et de la médaille de 1870.

Ses deux fils sont à la frontière. — Un maréchal des logis d'artillerie, l'autre sergent-major d'infanterie. Son gendre est sous-lieutenant au Maroc.

Rage de taureau. — Un Hollandais habitant Louvain faillit être fusillé à l'arrivée des Allemands. Il se hâta d'arborer le drapeau hollandais au-dessus de sa porte, mais dans sa précipitation il le hissa du haut en bas, formant ainsi les couleurs francaises. Ce malheureux, qui ne savait pas parler allemand, fut immédiatement saisi par l'ennemi et allait être fusillé quand son employé, se précipitant à son secours, expliqua aux Allemands leur méprise, leur assura qu'ils allaient fusiller un Hollandais et put ainsi lui sauver la vie.

Pétersbourg s'appellera Petrograde. — Le tsar a décidé que la capitale de la Russie s'appellerait désormais Petrograde, au lieu de Pétersbourg. Le sentiment populaire russe accueille avec un grand enthousiasme la rectification du nom de la capitale, dont l'ancienne appellation à terminologie germanique devenait intolérable dans les circonstances actuelles.

Le prix Nobel. — Savez-vous à qui devait revenir, cette année, le prix Nobel de la paix ? A Guillaume II, tout simplement.

Certes, il est d'une ironie assez cruelle de rappeler qu'il y a deux mois Guillaume II avait été proposé pour le prix Nobel de la paix. La commission spéciale qui fonctionne à Stockholm cherche maintenant un autre lauréat. Il eût été évidemment plus droit qu'elle maintint sa première décision...

Le concile. — Les scrutins ouverts pour l'élection du successeur de Pie X n'avaient pas encore donné de résultat mercredi à midi.

La pression russe. — La circulation par chemin de fer est suspendue en Allemagne, les voies ferrées étant entièrement occupées par le transport des troupes de l'Ouest à la frontière de l'Est, où se fait sentir si durement la pression russe.

A Berlin et à Vienne. — L'alarme causée par la rapide approche des Russes est considérable à Berlin. Beaucoup de citoyens aisés partent déjà pour Copenhague et les villes hollandaises.

On dit qu'autour de Vienne tous les espaces libres, champs de courses, terrains de football, sont mis en culture et plantés avec des légumes d'hiver, en prévision de la pénurie d'approvisionnements.

Les Huns modernes. — Les voyageurs, de retour en Italie annoncent que les riches pavillons de Russie, d'Angleterre et de France à l'exposition des arts à Leipzig, ont été incendiés par la populace. La police n'a pas cherché à intervenir.

Very well ! — Boulevard de la Madeleine, dans l'après-midi, une auto s'arrête. Elle porte un fantassin français et un grand jeune homme glabre et blond. On entoure la voiture. Sur l'avant on lit : « Service militaire anglais. »

— Eh ! monsieur l'Anglais, vous avez des nouvelles ? demande un gamin, un petit plombier, sa boîte à outils au flanc, sa casquette sur l'oreille :

— Et l'Anglais, de répondre :

— Very well ! very well !

Et tandis que l'auto démarre, tout le monde applaudit joyeusement.

A Montmartre. — A l'instar des détaillants du quartier qui annoncent, sur les volets de la boutique, leur départ aux armées, le concierge d'un immeuble de la rue des Abbesses a voulu

annoncer le sien.

Il n'a pas de boutique, lui. Alors, il a pris la pancarte où s'inscrivent ces mots : le concierge est dans l'escalier. Il a biffé la fin de la phrase, et remplacé « dans l'escalier », au crayon bleu, par « sur le front ». Et puis il a accroché la pancarte à la porte de sa loge, et il est parti.

LE PONT

(1793)

Une hache au poing, l'homme s'arrête devant la maison.

— Une chose me dit que mes bougres doivent être là. Ohé, les enfants ! brigade Lavilledieu, c'est moi le général !

Un son profond lui revint, l'écho du vide.

— Ah ! dit-il, c'est comme ça qu'on reçoit la République !

Il fit quatre pas en arrière, puis on entendit une porte qui claquait. Derrière son coup de hache, Lavilledieu entra.

La maison était grande, c'était un bâtiment communal transformé en dépôt de grains.

Le général monta et appela encore. Le vent seul fit crier un gond.

Au deuxième, il entra dans une chambre, puis dans une autre. Des gens invisibles parlaient à voix basse.

— C'est bon, dit le général, je vous reçois enfin, mes

AU LION DE BELFORT

armée en trois colonnes, et les lance sur trois routes.

On marche toute la nuit. Mais, à l'aube, une voix gronde. C'était le canon.

— Je croyais arriver le premier, murmura Marceau.

L'adjudant général qui l'escortait l'entendit.

— Grand embarras. A ta place, comme il n'y a pas de gué ici, j'abandonnerais le projet d'établir un pont sur cette rivière, là où l'eau coule en amont. Il y a bien, à trois lieues, une barre de sable en travers du fleuve, mais nous n'avons plus le temps d'obliquer. Si tu ne peux pas faire passer au plus vite notre artillerie et nos chevaux, je crois qu'il sera prudent de sonner la retraite.

— Le parti de la retraite est toujours mauvais.

Alors, nous sommes morts.

Marceau, depuis une minute, essayait d'habiter sa tête à l'idée qu'étant responsable, c'était lui seul qui compromettait la vie de ses trois mille hommes.

— Soit, dit-il, reculons ; mais notre devoir était de mourir là.

Il allait ordonner la retraite, lorsque tout à coup un général apparut. C'était Laville-dieu.

— Qu'est-ce que tu as ? Un malheur ?

Le soldat épilait sa rude moustache à coups de dents.

— Citoyen général en chef, je viens de voir une chose terrible !

— Parle.

— Une bande de blessés, environ deux cents, s'était réfugiée dans une baraque. Ces hommes, la plupart mourants, m'ont l'air d'obéir à un brigadier de dragons, nommé Grandidier. Ils étaient sous leur abri, sans vivres, sans médicaments, sans secours. D'abord, comme je les dérangeais, on s'est chamaillé un peu. Mais quand ils ont su que tu t'approchais, ils ont voulu me suivre. Quels hommes !

— Au fait, général.

— J'y suis. Moi et mes blessés, nous nous mettions en marche pour venir rejoindre les chasseurs, lorsque, en voyant la route que tu suivais, j'ai pensé que le fleuve allait t'arrêter. Je le connais, la décharge de ses eaux s'en va en amont. Impossible de le traverser. J'enrageais tout haut, je disais : Avec mes blessés, que puis-je faire ? je ne suis bon à rien. Alors, il y a ce Grandidier qui m'a entendu, et qui m'a dit : « Nous ne sommes bon à rien ? Si tu veux me laisser faire, citoyen supérieur, j'ai une idée, je me charge du pont, moi. » Tonnerre de sort ! Marceau, devine l'idée qu'il avait, ce Grandidier ?

— Parle donc !

— Eh bien, c'était de faire un pont avec les blessés. Puisqu'il faut un passage, on va t'en faire un, général, un vrai, en chair humaine. Aussitôt dit, au travail. Les plus valides ont commencé par jeter les cadavres dans la rivière ; puis ils les rangeaient sur le sable, au fond. Les plus touchés se sont sacrifiés à leur tour. Je les ai vus descendre dans l'eau, cramponner les autres morts, finir de crever sur eux. Tous y ont passé, cinq rangs de trente hommes posés les uns sur les autres, et le fleuve a été coupé. Les cinquante derniers se sont étendus, ils émergeaient ; autour d'eux l'eau était rouge. Alors Grandidier m'a dit : « Maintenant, général, va chercher Marceau, il peut galoper sur nous avec sa cavalerie, et même ses canons. »

— Si cet acte incroyable est vrai, dit Marceau, je ferai porter à la Convention les noms de ces deux cents braves.

Pâle, il toucha l'épaule de son adjudant général.

— Tu vois que nous avons découvert le « pont », et qu'il ne faut jamais douter de la France.

GEORGES D'ESPARBÈS.

REVUE DE LA PRESSE

Si je gravais des vers sur ton socle de pierre,
Certes, j'exalterais tes combats glorieux,
O monstre colossal, qui, seul, victorieux,
Seul, peut montrer les crocs et fermer la paupière.

Je dirais qu'on t'a vu jusqu'à l'heure dernière,
Fauve géant qui fus digne des fiers aieux,
Rejeter loin de toi, sanglant et furieux,
L'assaut de cent chacals pendus à ta crinière.

Mais je voudrais encore ajouter : « Grand lion !
» Symbole de colère et de rébellion,
» D'un moins sombre avenir tu nous es l'assurance.
» Attends, sois comme nous patient et muet,
» Mais si la haine sainte en nous diminuit,
» Rugis pour rappeler son devoir à la France. »

FRANÇOIS COPPEZ.

POUR LES FAMILLES DES SOLDATS

Le secours national. — Le comité du secours national a accordé déjà à de nombreuses œuvres des subventions très importantes. Il a subventionné douze œuvres de secours aux enfants et leur a donné 25,900 fr. ; 10,000 fr. ont été accordés aux œuvres de secours aux malades, aux vieillards et à des œuvres diverses ; dix colonies de vacances ont été subventionnées, et 45,000 fr. leur sont accordés ; 12,000 fr. ont été donnés pour les réfugiés du Nord et de la Belgique ; 69,000 fr. pour les ouvriers ; plus de 98,000 fr. pour les repas populaires et les cantines.

Les colonies de vacances. — On sait que l'université populaire du faubourg Saint-Antoine a organisé des colonies pour les enfants.

Un premier départ a eu lieu le 21 août au soir, 250 enfants faisaient parti du convoi. Depuis, de nombreux autres enfants sont arrivés à Etretat, venant de Rouen, du Havre, même de Lyon.

Un deuxième convoi, déjà complet, partira ce soir de Paris.

Un troisième départ aura lieu prochainement. A Etretat seulement, le couchage et les approvisionnements sont assurés, d'ores et déjà, pour 1,500 enfants.

La colonie est en mesure d'hospitaliser, pendant toute la durée de la guerre, à Etretat et aux environs tous les enfants qui lui seront confiés.

Les organisations corporatives. — Les membres des associations ci-après : société des conducteurs du service municipal, société amicale des adjoints techniques et aides géomètres, association amicale des commis dessinateurs, société amicale des surveillants de travaux, société des surveillants du métropolitain, association amicale et de prévoyance des employés municipaux, groupe d'assurance mutuelle, société de secours mutuels du service municipal, ont déclaré, dans un esprit de solidarité nationale, abandonner 1 p. 100 au minimum de leurs appointements en faveur du comité national de secours, indépendamment de leur participation aux autres œuvres à doter par leurs soins.

Le Foyer temporaire. — L'œuvre du Foyer temporaire abrite, nourrit et soigne gratuitement les institutrices, les artistes, les employées et les femmes sans ressources.

Le rapatriement. — La société des originaires des Hautes-Pyrénées, la Bitteroise, association des originaires de l'Hérault, des Girondins de Paris se chargent du rapatriement dans ces régions.

Les familles françaises en Angleterre. — 6,000 jeunes Français d'Angleterre sont partis, appelés en France par le devoir militaire, laissant ici femme et enfants.

Un comité a été formé dans le but de venir en aide aux familles de ces Français appelés sous les drapeaux. Jusqu'à présent, plus de 500 familles ont fait appel au comité. Des dames visiteuses sont chargées d'aller voir chaque semaine ces familles.

Plusieurs offres ayant été faites au comité par des personnes disposées à prendre chez elles des femmes et des enfants, ou des enfants seuls, un service a été organisé dans le but d'en tirer le meilleur parti possible.

La Bataille syndicaliste. — Les masses ouvrières ont compris la haute portée de cette bataille, c'est pourquoi elle est toute insufflée de l'âme populaire.

Paris, garde ton calme, puise en toi l'énergie nécessaire, apprête-toi à subir l'assaut de ceux qui ont cette prétention outrée : étouffer tout esprit de liberté, plier les peuples sous l'étreinte de fer des principes bismarckiens.

Paris, sois à la hauteur de la mission libératrice qui t'est une fois de plus dévolue. Tu vaincras ; aie confiance !

L'Echo de Paris. — Les Allemands, en poussant avec une folle témérité, au prix de pertes énormes et de fatigues écrasantes, leur marche vers la capitale de la France, croient, sans doute, par un coup d'éclat, intimider la nation. C'est une opération politique bien plus que militaire.

Ils se trompent cruellement. L'exemple de la Belgique aurait dû les avertir. Ni l'armée ni le peuple ne furent un moment troubler dans leur inflexible résistance, par l'occupation de Bruxelles. La menace dirigée contre Paris, dût-elle demain se manifester par une attaque de vive force, ne fera que fortifier dans le pays tout entier l'implacable volonté de vaincre.

L'Humanité. — Nos armées intactes, manœuvrant actuellement entre les frontières et Paris, ont donné au Gouvernement le temps de réaliser la défense de la nation par la nation.

L'appel des territoriaux, l'appel de la classe 1914 sont la suite attendue de cette défense de la République.

Chacun a conscience que, quoi qu'il arrive, dût la lutte coûter des souffrances matérielles et morales, la France ira jusqu'au bout de son devoir, c'est-à-dire jusqu'à la paix assurée par la fin de l'impérialisme germanique.

Le Matin. — Paris est aussi confiant en nos alliés qu'en nos soldats ; il acclamera les généraux russes qui marchent sur Berlin ; il compte sur eux, avec ce sentiment que la France se bat pour sa liberté, pour sa vie et qu'un même intérêt autant qu'un même honneur unit aujourd'hui indissolublement les peuples qui ne veulent pas subir la domination des barbares, résolus à affranchir l'Europe, à libérer l'Alsace-Lorraine et à imposer la paix du droit.

L'Eclair. — Vous devinez bien que si les Prussiens pratiquent la guerre comme une industrie nationale, ils ne cultivent pas chimiquement l'art pour l'art : ils en cherchent surtout le profit, qui sera parfaitement illustré s'ils ne réussissent pas à fond dans leurs combinaisons lucratives. En ce moment, ils jouent le tout pour le tout dans une partie difficile, incertaine, où ils gagneront la domination universelle s'ils aboutissent, où ils sont sûrs de récolter un désastre inouï, s'ils échouent.

Le Temps. — Déjà l'éventualité de la prise de Berlin a été envisagée par un adversaire décidé à porter contre nous la plus grosse part de son effort et, pour ainsi dire, le poids de sa masse. Nous saurons résister à cette ruée. Il nous est possible d'user, d'enrayer ce mouvement d'agression. Le jour est proche où l'élan qui a mené la marche des barbares sera brisé. Le résultat final n'est pas douteux. Les Parisiens feront leur devoir, pleins de confiance dans les hautes qualités militaires du chef éminent qui commande le camp retranché de Paris.

La France. — Cette vérité c'est que la guerre actuelle n'est pas seulement la lutte à mort de la France contre l'Allemagne, mais celle d'une coalition de souverains et de peuples pour anéantir l'hégémonie du glaive germanique.

L'Action. — Pour durer jusqu'à ce règlement de comptes, rien ne doit nous coûter, rien ne doit nous abattre ! Le calcul du Kaiser est visiblement d'étourdir la France d'un grand coup dans l'estomac. Les Français montreront qu'ils ont encore assez d'estomac pour supporter ce coup et même pour le rendre après avoir épousé son infâme agresseur !

Le Gérant : G. CALMÈS.
Imprimerie, 31, quai Voltaire, Paris 7^e.